

29 septembre 2010

**Déclaration de S.E. M. Joseph Deiss,
Président de la 65ème Session de l'Assemblée Générale,
à l'occasion de la clôture du Débat général de la 65e session de
l'Assemblée générale**

Excellences,
Distingués délégués,
Mesdames et Messieurs,

Nous voici arrivés au terme du débat général de la 65ème session de l'Assemblée générale. Je vous remercie toutes et tous de vos contributions. Je suis heureux que pratiquement tous se soient exprimés, et pour la qualité de notre débat, je souhaite qu'ils aient été entendus par tous.

Il est l'heure maintenant de faire le bilan pour mieux progresser, ensemble, sur les sujets cruciaux pour notre bien-être commun.

J'ai été frappé par la convergence des préoccupations exprimées à cette tribune, mais aussi lors des nombreux entretiens bilatéraux que j'ai eu le privilège d'avoir en marge de ce débat.

Dès lors, si nos préoccupations sont communes, pourquoi tant de situations dramatiques durent-elles depuis si longtemps ? Prenons-nous vraiment le temps pour nous parler, chercher des solutions, des réconciliations ? Ou nous contentons-nous de répéter simplement les mêmes choses d'année en année ? Laissons les cycles électoraux et les intérêts purement nationaux au second plan pour forger les solutions consensuelles qui nous permettront d'avancer.

La nécessité de consolider la situation économique mondiale encore fragile, la nécessité de renforcer la lutte contre la pauvreté et de redoubler d'efforts pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement ont été soulignées dans de nombreuses interventions.

A cet égard, un message fort a été lancé lors du sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement et ceci est réjouissant : nous avons réaffirmé notre détermination à tenir la promesse faite en l'an 2000 et nous disposons d'un plan d'action.

Ce qui compte maintenant, c'est que nos paroles soient bien suivies d'actions. Trop souvent par le passé elles sont restées lettre morte. Nous ne pouvons nous permettre de décevoir les attentes des millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui vivent dans la pauvreté. Il va nous falloir faire un suivi étroit de la mise en œuvre de nos engagements. L'Assemblée générale doit et va y contribuer.

L'importance de l'ONU Femmes pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes a été souligné. La création de cette entité, qui regroupe les ressources et les mandats pour davantage d'impact, est un exemple qui pourrait être suivi dans d'autres domaines.

Le rôle indispensable de l'ONU pour la promotion des droits de l'homme et la lutte contre le trafic des êtres humains a aussi été rappelé.

De nombreuses délégations se sont exprimées sur les questions de la paix et de la sécurité, sur le règlement pacifique des conflits régionaux, les migrations, la lutte contre le terrorisme et le crime organisé. L'importance du désarmement pour la promotion de la paix et le développement a été mise en exergue. Le rôle essentiel des opérations de maintien de la paix de l'ONU a été salué à maintes reprises. C'est en matière de paix et de sécurité que se trouve notre vocation première, ne l'oublions jamais.

Mais la communauté internationale a encore beaucoup à faire pour que cette mission première de maintien de la paix et de la sécurité qu'a l'ONU soit remplie. La situation au Proche-Orient, au Soudan, dans les Balkans et dans bien trop d'autres régions du monde nous le rappelle quotidiennement. Oserons-nous dépasser les blocages anciens, les prises de position maintes fois répétées et entamer en toute sincérité les réconciliations tant espérées par nos populations ?

Le travail accompli par notre organisation et ses agences spécialisées lors des catastrophes naturelles en Haïti et au Pakistan a aussi été salué.

Orateur après orateur se sont arrêtés sur les défis posés par les risques naturels, par le changement climatique, par la perte de la diversité biologique et la rareté des ressources et ont réaffirmé la nécessité d'une action globale pour y faire front. Un tel appel a également été lancé lors de nos réunions de haut niveau sur la biodiversité et sur la mise en œuvre de la stratégie de Maurice.

Dans ce contexte, le développement durable a été mentionné. J'ai l'intention au cours de cette 65^{ème} session, en contribution à la préparation de la conférence Rio + 20 en 2012, d'intensifier la discussion sur cette question, et notamment sur la question de l'économie verte.

Je ne saurais être exhaustif dans l'énumération des sujets mentionnés à cette tribune : tous cependant sont d'importance essentielle pour le bien-être commun et tous requièrent une réponse globale.

A cet égard, de nombreuses délégations se sont exprimées sur le thème de la gouvernance globale, thème proposé pour le débat général. La présence à New York pour notre débat de plus de chefs d'Etat et de gouvernement qu'à l'accoutumée montre que le renforcement de la gouvernance globale est une préoccupation majeure pour la plupart d'entre vous. Je suis heureux du succès rencontré par le thème choisi pour le débat général.

Le G20 est une réalité incontournable, et son importance a été rappelée par de nombreuses délégations. Mais, comme l'un des pays du G20 l'a souligné, un dialogue franc et permanent avec les Etats membres de notre Assemblée générale est nécessaire afin de préserver la pertinence et la légitimité du G20.

Il est important de trouver l'articulation appropriée entre légitimité et efficacité. Il faut améliorer les mécanismes d'information, de consultation et de coopération entre l'ONU et les autres acteurs de la gouvernance globale.

Comme première mesure pratique, j'ai l'intention d'établir un débat informel avant et après les réunions du G20 avec le Secrétaire-général et le pays hôte du G20. Dans la deuxième moitié de ma présidence, un débat informel pourrait également explorer les voies, dans un sens plus général, pour construire un système de gouvernance global qui soit plus représentatif, inclusif et ouvert, et qui s'étende aux importants acteurs de la gouvernance que sont la société civile et le secteur privé.

Nous croyons en la valeur de l'ONU. De nombreux dirigeants l'ont dit : l'ONU est la pièce centrale dans le système de gouvernance globale. L'ONU est universelle et jouit d'une légitimité unique. Mais le manque de leadership et le besoin de réformes majeures ont été mentionnés par de nombreuses voix.

Si nous sommes d'accord sur l'importance de l'instrument que constitue l'ONU, est-ce que nous l'utilisons au mieux ? Faisons-nous ce qu'il faut pour que nous puissions l'utiliser au mieux ?

Sommes-nous prêts à renforcer l'ONU aujourd'hui ? Ne sommes-nous pas en train de recomposer l'ONU à l'extérieur de l'ONU en multipliant les forums de discussion et les instances de décision ? Ne devrions-nous pas plutôt agir de manière résolue, pour adapter rapidement l'ONU aux réalités actuelles ?

Des réformes impératives sont en cours, je pense notamment à la revitalisation de l'Assemblée générale, à la réforme du Conseil de sécurité, mais aussi à la revue du Conseil des droits de l'homme et à la revue de la Commission de consolidation de la paix, faisons-les avancer ! Nous devons aussi revaloriser les organisations économiques de l'ONU et leur permettre de jouer pleinement le rôle pour lequel elles ont été créées.

C'est en définitive à vous, les États Membres, de faire de l'ONU l'instrument fort qui puisse jouer un rôle central pour affronter ces défis globaux et œuvrer pour le bien commun.

Excellences,
Distingués délégués,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de conclure sur une note plus personnelle.

En suivant nos débats durant ces jours passés, j'ai été impressionné par la générosité et la détermination exprimées unanimement en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. C'est un message fort de la capacité de solidarité de la communauté internationale.

J'ai été convaincu aussi par les nombreuses constatations selon lesquelles le monde et notre organisation se trouvent à un tournant. Je me suis toutefois demandé si, au-delà du constat, nous appliquons la même énergie pour garantir le bon fonctionnement de la gouvernance globale et la réalisation de nos mandats premiers que sont la paix et la sécurité.

J'ai parfois le sentiment que nous nous contentons de répéter des schémas de pensée éculés, de rechercher des succès de courte durée ou que nous nous complaisons dans le statu quo.

Pour faire de vraies percées sur les grands projets liés à la gouvernance globale, la protection des droits de l'homme et la préservation de l'intégrité de la planète, en bref, pour avancer sur les grands projets pour l'établissement d'un monde de paix, de bien-être et d'amitié, il nous faut beaucoup de créativité et beaucoup de générosité.

N'ayons pas peur de notre propre courage.